

Crise de l'énergie : « Les Allemands comprennent qu'on les a trompés ». Entretien avec Samuele Furfari

revueconflits.com/crise-de-lenergie-les-allemands-comprennent-quon-les-a-trompes/

Revue Conflits

8 janvier 2024



Après vingt années d'intense lobbying en faveur du renouvelable et pour détruire le nucléaire français, l'Allemagne est finalement touchée par une crise énergétique qui prend de l'envergure. Mécontents, les Allemands se rassemblent ce 8 janvier pour protester contre l'augmentation du prix de l'énergie. Décryptage de Samuele Furfari.

Samuele Furfari est professeur en politique et géopolitique de l'énergie à l'École Supérieure de Commerce de Paris (campus de Londres), il a enseigné cette matière à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) durant 18 années. Ingénieur et docteur en Sciences appliquées (ULB), il a été haut fonctionnaire à la Direction générale énergie de la Commission européenne durant 36 années.

Propos recueillis par Guy-Alexandre Le Roux

Pourquoi la première puissance de l'Europe est-elle frappée par une telle crise ?

L'Allemagne a succombé à l'idéologie. Il ne faut pas oublier que les Allemands sont d'abord des pacifiques du fait de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont associé guerre et nucléaire. Les pacifistes allemands sont donc antinucléaires aussi concernant la production d'énergie. Le deuxième élément est que les soviétiques d'Allemagne de l'Est

ont convaincu les Allemands de l'Ouest que le nucléaire n'était pas nécessaire. L'URSS voyait que l'occident prenait un trop grand avantage avec le développement du nucléaire, il fallait stopper cet élan. Ces causes ont convaincu l'Allemagne d'être majoritairement antinucléaire. À partir de ce moment-là, il a fallu trouver autre chose pour produire de l'électricité.

Le pays a toujours beaucoup consommé de charbon, il possède la septième réserve mondiale de charbon essentiellement sous forme de lignite. Pour le maintenir tout en prenant une ligne écologique, les Allemands ont donc souhaité développer l'énergie renouvelable. Et après tout, pourquoi pas ? C'était logique d'essayer, l'Union européenne ayant développé ces technologies depuis les chocs pétroliers des années 1970. Mais, c'est un échec, le renouvelable ne produit pas assez d'énergie et coûte très cher pour un impact minime sur la planète. La grosse partie de l'énergie éolienne en Allemagne est produite en terre. Le pays doit maintenant développer celle en mer, car les espaces sur terre sont presque saturés. Or, si les éoliennes en terre sont délicates, en mer, elles le sont encore plus. Elles tombent souvent en panne à cause des embruns. Et les coûts de maintenance et de réparations sont énormes. Plus l'Allemagne construit d'éoliennes en mer, plus l'énergie coûte cher. C'est l'une des causes l'augmentation du prix de l'énergie. Mais aujourd'hui, le gouvernement a fait passer l'augmentation de ces prix au travers de subsides directs c'est-à-dire que ce sont les taxes des Allemands qui payent le surcoût de l'électricité renouvelable.

Devant les échecs, il faut ouvrir les yeux, mais l'Allemagne politique ne veut pas admettre qu'elle est dans un cul-de-sac, et elle s'enfonce dans la crise.

Quand a commencé cette politique du renouvelable ?

L'idée existe depuis les années 1970-1980. Ce n'est pas à cause du changement climatique que l'on a privilégié les énergies renouvelables, mais pour répondre aux chocs pétroliers. Mais c'est surtout à partir des années 2000 que les Allemands ont commencé à croire fermement au renouvelable avec une stratégie appelée EnergieWende que nous avons traduit par transition énergétique. En 2005, Mme Merkel a demandé au président de la Commission européenne de développer une feuille de route pour imposer les énergies renouvelables, pour obliger tous les pays européens de s'y mettre. J'ai personnellement travaillé sur ce dossier. L'UE avait proposé un paquet climat-énergie, avec la promotion des énergies renouvelables et la réduction des émissions de CO₂ que la France a interprété comme « nucléaire ».

L'adoption politique de la directive date de décembre 2008, sous Nicolas Sarkozy, qui a lui-même négocié cette directive. Il défendait une politique fondée sur le nucléaire alors que les Allemands misaient sur le renouvelable. Ce fut un grand marchandage. Sarkozy a été abusé, car les Allemands ont maintenu leur opposition au nucléaire. L'Allemagne a entraîné toute l'Europe dans sa voie.

Face à la crise de l'énergie, comment le gouvernement Scholz réagit-il ?

Le gouvernement est complètement coincé dans sa politique. Dans son analyse « Besoins de financement pour la production d'électricité jusqu'en 2030 », l'Institut pour l'économie de l'énergie de l'université de Cologne estime les investissements nécessaires pour l'énergie éolienne à environ 75 milliards d'euros et pour l'énergie solaire à 50 milliards d'euros. À cela s'ajoute le coût du remplacement et de la maintenance des éoliennes et des panneaux solaires existants, qui devront être remplacés au cours des prochaines années. Personnellement, je n'accorde que peu d'attention aux prévisions chiffrées, car je sais comment elles sont établies. Beaucoup plus importante est l'affirmation des auteurs selon laquelle il ne faut pas s'attendre à ce que ces nouvelles centrales puissent financer leurs coûts d'investissement sur le marché de l'électricité. Ils ne le disent pas, mais c'est parce que le prix de l'électricité en Allemagne est déjà trop élevé par rapport au reste de l'UE. Le gouvernement va accorder des subventions, c'est-à-dire qu'il va taxer !

Une taxe sur le CO₂ de 30 € la tonne existait déjà, à partir de début janvier, elle passe à 45 €. Pour les familles, cela fait une augmentation de 100 € par an, ce qui est peu, mais à l'échelle d'un pays c'est beaucoup.

Si c'est généralement surmontable pour un foyer, tout l'enjeu est à l'échelle macroéconomique. Multiplié par plusieurs dizaines de millions de foyers et d'entreprises, l'impact représente un poids énorme pour l'économie du pays. On annonce des chiffres qui concernent les particuliers, omettant toujours de parler des coûts pour l'ensemble du pays. Le pire, c'est que tout cela est inutile. Si, en payant un peu plus leur énergie, les Allemands avaient un impact sur le climat, cela pourrait avoir un sens. Mais, le résultat est dérisoire, et les gens commencent à le comprendre qu'on les a trompés. Depuis que l'Allemagne s'est lancée dans l'EnergieWende, les émissions mondiales de CO₂ ont augmenté de 61 %. C'est grâce à cette prise de conscience que 2023 est un tournant, un vrai pas comme le Wende de l'énergie. Quand on se rend compte que les belles paroles n'ont aucun effet réel sur planète, et qu'elles rendent la vie plus dure, les gens finissent par bouger.

Les fermiers ont dernièrement exprimé leur mécontentement. Le gouvernement allemand, dans son budget 2024, avait décidé d'augmenter les taxes sur le carburant des agriculteurs. Ces derniers se sont rassemblés dans de grandes manifestations (7 000 tracteurs à Berlin), car la conséquence sur leur portefeuille est très importante. Le gouvernement a eu peur et vient d'annoncer qu'il renonce à une des mesures décidées : *« Contrairement à ce qui était prévu, l'avantage fiscal sur les véhicules pour la sylviculture et l'agriculture est maintenu »*, indique un communiqué de presse du gouvernement.

À lire également

Comment l'Allemagne finance l'affaiblissement du nucléaire français. Entretien avec le CI2S

Mais les agriculteurs ne décolèrent pas et veulent l'abandon de toutes les mesures décidées à leur encontre. Le 8 janvier, une manifestation d'envergure contre le prix de l'énergie aura lieu en Allemagne, et une grosse partie de la classe ouvrière compte s'y joindre, ce qui va embêter le chancelier Scholz dont le parti SPD est proche des syndicats. Et une autre est annoncée pour le 15 janvier.

Le gouvernement est en grande difficulté, car le 15 novembre 2023, la Cour constitutionnelle a annulé le « fonds de transition énergétique » de 60 milliards d'euros, destiné à subventionner les énergies renouvelables. Berlin devra trouver cette somme supplémentaire, tout en respectant l'obligation de « frein à l'endettement » inscrite dans la Constitution.

Allons-nous observer une tension sur l'approvisionnement électrique sur les foyers ?

Non. Il n'y aura pas de black-out, car les centrales à charbon existantes feront l'appoint de l'intermittence et variabilité des éoliennes et panneaux solaires. L'autorité de gestion des réseaux (BNetzA) vient de demander à ces centrales de ne pas prévoir de démantèlement avant 2031. L'Allemagne a trop besoin d'elles.

La seule tension sur les foyers allemands sera sur le porte-monnaie, mais répétons-le, surtout au niveau macroéconomie.

Quel sera l'impact de la crise énergétique sur l'industrie allemande ?

L'industrie allemande, surtout l'industrie chimique, a bénéficié durant des années d'un prix de l'énergie relativement bas grâce au gaz russe fourni par Gazprom. N'oublions pas que les hydrocarbures ne sont pas uniquement une source d'énergie, mais également la matière première de l'industrie chimique, industrie si importante en Allemagne. Les hauts salaires allemands étaient compensés par le bas prix du gaz. Ce gaz n'étant plus disponible, l'avantage a été perdu. Il en découle une crise économique d'envergure. L'industrie chimique allemande est la plus touchée et s'organise pour délocaliser. Le gouvernement allemand a finalement choisi de réagir et vient de signer un accord d'approvisionnement en gaz avec la Norvège pour 50 milliards d'euros. C'est une entreprise allemande d'État, la SEFE (ex-Gazprom Allemagne nationalisée), qui a passé le marché parce que l'Allemagne a besoin de stabilité. Les Allemands commencent donc à comprendre que le pays a besoin de gaz et de charbon pour fonctionner, et que le tout renouvelable qu'ils financent abondamment est une utopie. On leur a menti en disant que tout allait être renouvelable, propre et bon marché, mais à présent le gouvernement court comme une poule sans tête pour trouver du gaz là où il peut, quel que soit le prix. Les Allemands ont compris.

Si les entreprises commencent à délocaliser à cause du prix de l'énergie, le taux de chômage va bondir, et le mécontentement sera encore plus fort. Comme toujours en économie, tout se tient.

Et concernant l'industrie automobile ?

Je ne sais trop quoi en penser tellement c'est invraisemblable. L'industrie automobile est le fleuron du savoir-faire allemand, à la pointe de l'innovation technologique. Ils veulent aussi dans ce domaine miser sur l'EnergieWende, sur le tout-électrique. Non seulement ils perdent leur savoir-faire, mais en plus, ils ne disposent pas de l'électricité nécessaire et bon marché puisque les tensions sur l'approvisionnement électrique sont patentes. Mais en plus, les écologistes n'aiment pas la voiture électrique, car c'est une... voiture. Sur une erreur énergétique, l'Allemagne saborde son fleuron industriel pour tomber dans les mains des Chinois qui ont le quasi-monopole sur la production de batteries on vient d'apprendre qu'en 2023 dans l'Union européenne on a vendu plus de voitures chinoises que japonaises. De plus, comme on l'a vu, leur électricité n'est pas neutre en carbone puisqu'ils ont arrêté leurs centrales nucléaires pour les remplacer par des centrales au gaz sans arrêter celle au charbon.

Confrontée à la crise de l'énergie et alors que l'UE reconnaît finalement le nucléaire comme une énergie verte, pensez-vous que l'Allemagne va changer de direction ?

Tout dépend des changements politiques. Le gouvernement actuel d'Olaf Scholz est très peu populaire et chaotique. Cohabitent au pouvoir des écologistes avec des libéraux purs. Les verts veulent supprimer les centrales à charbon, mais le SPD, proche des syndicats, défend leur maintien. Le FDP qui était dans le temps impartis libéral n'aime pas les taxes et pourtant pour s'embarquer avec les écologistes ils acceptent de plus en plus de taxes. Ces électeurs historiques vont tenir compte lors des prochaines élections.

Il reste deux ans d'exercice du pouvoir, et pendant ce temps l'opposition s'organise. Le parti de Merkel s'ouvre au nucléaire, et le parti de droite qui prend de l'ampleur (AFD) est anti-renouvelable. Les choses vont très probablement changer, dans deux ans. On devrait déjà observer un changement significatif lors des élections européennes du 9 juin prochain. Dans tous les cas, on ne voit pas la coalition actuelle, si peu aimée, se saborder pour aller aux élections, car les partis qui la composent perdraient immanquablement.

La France n'a jamais pu s'imposer sur la question de l'énergie nucléaire en Europe ?

L'Allemagne a dicté la politique du renouvelable. En 2023, il y a eu une réaction forte contre cette politique. On est allé tellement loin dans la haine du nucléaire qu'il était nécessaire de réagir à l'opposition des antinucléaires de Bruxelles-Strasbourg et Berlin. Cette situation délétère a pu être rattrapée in extremis par l'action de la France et de la Pologne avec l'affirmation dans le cadre de la taxonomie que le nucléaire est une énergie verte.

Mais à Bruxelles-Strasbourg le poids antinucléaire est toujours très important et l'Allemagne dirige toujours l'Europe. Sur les 705 députés européens, l'Allemagne en compte 96 soit 3,7 fois plus que la moyenne par État membre.

Quelles est la carte des partis pour en contre le l'énergie nucléaire en Europe ?

Les chefs de file des pro-nucléaires sont la France et la Pologne, suivis par la Bulgarie, la Hongrie, la Finlande, la Tchéquie, la Croatie. La Suède vient de retourner en force dans ce camp. Les Pays-Bas avaient décidé de miser sur l'énergie renouvelable, mais ils reviennent aussi au nucléaire. Même chose pour l'Italie, qui avait été très antinucléaire pendant 30 ans.

L'autre partie de l'Europe — l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne et le Luxembourg — y est opposée.

Il faut savoir que le traité de Lisbonne, dans son article 194, donne la liberté aux États membres de choisir leur énergie. Bruxelles-Strasbourg ne peut pas interdire le nucléaire. Mais dans les faits, en limitant les financements et en donnant une priorité absolue au renouvelable, l'UE a saboté le nucléaire ces quatre dernières années. Pourtant, le traité Euratom — qui est toujours bien en vigueur — précise que l'union a pour mission de contribuer au développement rapide de l'industrie nucléaire afin de contribuer « à l'élévation du niveau de vie » dans les états membres.

La question de l'énergie en Europe se joue-t-elle au niveau de l'Union européenne ?

L'Union européenne est née de l'énergie, du traité CECA et du traité Euratom. Depuis 60 ans, l'objectif est de disposer d'une énergie « abondante et bon marché », comme l'a décidé la réunion de Messine en juin 1955. Depuis le traité de Lisbonne, l'énergie est une compétence partagée entre les États membres et l'Union, mais comme nous l'avons dit, les États membres sont libres de choisir les énergies qu'ils utilisent. La politique de réduction des émissions de CO₂ a bouleversé cette prérogative fondamentale des traités. Il est surprenant qu'aucun État membre ne remette en cause l'abandon de la souveraineté énergétique, pourtant prévue par le traité de Lisbonne. Il est clair que, grâce aux écologistes de tous bords à Bruxelles-Strasbourg, la lutte contre le changement climatique est plus importante que la souveraineté nationale et la sécurité de l'approvisionnement énergétique, qui sont des éléments fondamentaux du traité de Lisbonne. Le rôle de l'Allemagne, porte-drapeau de l'UE, a été déterminant ces dernières années dans la non-application des traités européens, mais cela s'est fait avec la complicité des États membres. Il est facile de critiquer l'un ou l'autre, mais c'est finalement le Conseil européen qui est le dernier responsable, car tous les pays ont succombé à l'idéologie allemande. Il est clair que la politique énergétique européenne est aujourd'hui idéologique, ayant abandonné la rationalité qu'elle avait pendant les 60 premières années de son existence. C'est ce que je démontre dans mon livre *Energy insecurity : The organised destruction of the EU's competitiveness*.

À lire également

3e Assises de la géopolitique : « Énergies et sécurité »

Les élections européennes du 9 juin seront cruciales. Si l'on en croit les sondages, les écologistes allemands perdront beaucoup de sièges, mais ils risquent aussi d'en perdre en Belgique, en France et ailleurs. Une nouvelle majorité à Strasbourg pourrait bien être obtenue cette fois-ci sans les écologistes. Cela remettrait en question toute la politique énergétique suivie par l'actuelle Commission européenne, une politique verte allemande.

La COP28, même si elle a été voulue et menée par des activistes verts, a également contribué à renverser la situation. À Dubaï, les militants écologistes voulaient une décision d'abandon des combustibles fossiles, et ils ont obtenu le contraire, même si les conclusions stipulent que les énergies renouvelables doivent être développées. Afin d'assurer l'indispensable sécurité de l'approvisionnement énergétique — bien plus importante que la réduction des émissions mondiales de CO₂ — la COP28 reconnaît dans son point 29 que chaque pays est libre de choisir sa transition et les énergies qu'il décide lui-même d'utiliser. Cela peut être, par exemple, la transition du bois vers le charbon (voir mon analyse dans Factual). Les pays en voie de développement — l'Afrique dans son ensemble, mais aussi la Chine et l'Inde — continueront à utiliser les énergies fossiles, car ils ont compris que les énergies renouvelables que l'Allemagne promeut sont chères et n'ont pas d'impact sur les émissions globales de CO₂. Les médias n'ont pas vu, ou n'ont pas voulu voir, la couleuvre que la COP28 de Dubaï a fait avaler à l'Allemagne, à l'UE et aux écologistes de tous les partis. La réalité de la souveraineté énergétique a tout simplement renversé la situation, et les énergies renouvelables ne convainquent personne dans le monde.

Quel équilibre faut-il trouver selon vous ?

Il faut commencer par mettre fin au manichéisme, au tout-renouvelable ou même simplement à la priorité donnée aux énergies renouvelables et à l'interdiction du nucléaire ; tout cela est contraire au traité de Lisbonne ! Ensuite, il faut admettre que les éoliennes ne peuvent pas s'autoreproduire : on ne peut pas utiliser les énergies renouvelables pour produire la multitude de matériaux nécessaires à leur déploiement, et plus généralement pour produire tous les matériaux dont nous avons besoin pour vivre. On ne peut pas fabriquer du ciment, du verre, des voitures, des tracteurs, des porte-conteneurs ou des smartphones avec de l'énergie éolienne ou solaire. De plus, malgré son caractère indispensable pour fournir toute l'électricité dont le monde aura besoin, l'énergie nucléaire ne sert qu'à produire de l'électricité, qui ne représente que 22 % de la consommation finale d'énergie dans l'Union. Le reste de l'énergie est thermique et sert à chauffer les habitations, à alimenter les véhicules terrestres, maritimes et aériens, à produire des matériaux, à faire fonctionner les usines, à produire notre alimentation, etc. Il ne faut donc pas oublier les énergies fossiles, qui représentent 84 % de l'énergie mondiale, comme l'Europe tente de le faire depuis quelques années.

C'est ce qui a été décidé à la COP28, au grand dam des écologistes allemands. La rationalité nous conduit à ne pas oublier les flammes. C'est l'erreur qu'a commise l'Allemagne, qui devrait se ressaisir rapidement. Dès juin 2023, l'Union européenne a

intérêt à s'affranchir de cette tutelle énergétique allemande si elle désire encore avoir un rôle de niveau mondial.

À lire également

La compétitivité de l'Allemagne s'effrite